

COMMISSION DE LA SANTÉ
PUBLIQUE, DE
L'ENVIRONNEMENT ET DU
RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

COMMISSIE VOOR DE
VOLKSGEZONDHEID, HET
LEEFMILIEU EN DE
MAATSCHAPPELIJKE
HERNIEUWING

du

van

MERCREDI 30 MARS 2011

WOENSDAG 30 MAART 2011

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 9 h 59 sous la présidence de Mme Muriel Gerkens.

01 Questions jointes de

- **M. Flor Van Noppen à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le norovirus" (n° 3395)**
- **M. Flor Van Noppen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le norovirus" (n° 3396)**

01.01 Flor Van Noppen (N-VA): Selon une enquête menée par l'Université de Gand pour le compte de Test-Achats, de nombreux fruits et légumes vendus dans les supermarchés sont contaminés par le norovirus. Celui-ci a en effet été découvert dans 4 des 36 échantillons examinés. Chez les personnes en bonne santé le virus peut provoquer une grippe intestinale mais les personnes dont le système immunitaire est affaibli courent des risques plus sérieux.

Les repas préemballés, les légumes frais, les fruits, les crustacés et les mollusques peuvent être porteurs du norovirus. L'AFSCA procède à des contrôles sur les crustacés et mollusques mais pas sur les fruits et légumes. L'explication à cette situation tiendrait dans le fait que les consommateurs font bouillir les légumes avant de les manger. Ne serait-il pas utile de contrôler également les légumes et les fruits sur la présence du virus?

01.02 Sabine Laruelle, ministre (en néerlandais): Le norovirus est l'un des principaux agents déclencheurs des gastro-entérites virales, la source de l'infection étant à chercher dans la nourriture. Depuis quelques années, il est également la cause principale des toxi-infections alimentaires (TIA) en Belgique. La contamination se produit souvent lors de la manipulation des produits, de telle sorte qu'une bonne hygiène constitue déjà une excellente mesure de prévention. L'AFSCA attache beaucoup d'importance à cet aspect dans le cadre de ses inspections.

Procéder à des analyses ciblées du norovirus a moins de sens: la contamination peut se produire tout au long du processus de transformation et de préparation, y compris chez le consommateur. Les bivalves vivants font exception dans la mesure où il peut y avoir chez ces animaux concentration du norovirus.

Aucune norme nationale ou européenne n'a encore été définie concernant ce virus. S'il devait ressortir d'études scientifiques ou de données de la European Food Safety Authority (EFSA) qu'il s'indique également de contrôler fruits et légumes, de tels contrôles seraient certainement menés dans le futur. L'EFSA procède actuellement à la collecte des données nécessaires à la fixation de normes.

01.03 Flor Van Noppen (N-VA): J'ai posé cette question notamment parce que les gens sont de plus en plus nombreux à consommer leurs légumes crus.

L'incident est clos.

02 Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le danger de certains pesticides inscrits sur la liste des produits agréés en Belgique" (n° 3459)

02.01 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Dans une étude anglaise publiée dans *Environmental Health Perspectives*, les chercheurs démontrent une corrélation forte entre l'exposition aux pesticides et la diminution de la fertilité chez l'homme. Les polluants anti-androgéniques jouent ici un rôle considérable.

Or, certains pesticides, inscrits dans la liste des produits agréés en Belgique, semblent présenter un potentiel anti-androgène: le diméthomorphe, le fludioxonil, l'imazalil et le fenhexamide.

Avez-vous connaissance de cette étude et de ces recommandations? Ces substances ne tombent-elles pas sous le coup du règlement européen de 2009 qui interdit les substances dangereuses pour la reproduction?

Suivant quelle méthode, quels critères, à quels intervalles et par qui la liste des produits agréés en Belgique est-elle mise à jour?

Présidente: Marie-Claire Lambert.

02.02 Sabine Laruelle, ministre (*en français*): Merci d'avoir attiré mon attention sur cette étude, qui sera analysée par nos experts de l'administration.

En ce qui concerne les substances, les évaluations dont nous avons connaissance seront comparées à la méthodologie en question. Les conclusions de nos experts seront soumises au comité d'agrément pour avis.

Les pesticides sont régis par le règlement 1107/2009/CE qui entrera en application le 14 juin 2011 et remplacera la directive 91/414/CEE.

La directive, tout comme le nouveau règlement, demande que la toxicologie des substances soit évaluée suivant des règles rigoureuses sur base d'études selon les normes OCDE. Différentes instances européennes sont en train d'élaborer des critères pour définir les perturbateurs endocriniens qui seront interdits au niveau européen, tombant sous le coup du nouveau règlement.

Afin de garantir la qualité et la sécurité des produits phytopharmaceutiques, une procédure européenne a été définie. Dans la première phase, la substance active est évaluée, selon des critères européens sévères. Si l'évaluation s'avère favorable, la substance est inscrite à l'annexe I de la directive 91 jusqu'en juin, ensuite à celle du règlement 1107. Les produits qui comprennent une ou plusieurs substances inscrites dans cette annexe peuvent être autorisés dans les États membres de l'Union. Cette procédure est nationale et requiert une demande dans chaque pays. L'évaluation de la demande doit être réalisée selon des principes uniformes définis dans la directive susmentionnée.

En Belgique, cette évaluation est réalisée par le Comité d'agrément. Lorsqu'une décision de ce comité aboutit à une nouvelle autorisation, le site www.phytoweb.be est adapté en conséquence. L'actualisation s'effectue chaque nuit automatiquement. La liste des produits autorisés datée du 25 janvier 2011, à laquelle vous faites référence, est destinée à être utilisée dans les systèmes informatiques pour les agriculteurs. Cette liste doit être adaptée manuellement par l'administration, ce qui se fait tous les deux mois.

02.03 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Vos précisions me serviront de référence en matière de procédure et pour faire la différence entre substances et produits.

Combien de temps faudra-t-il pour supprimer ou interdire certains perturbateurs endocriniens? Les études de définition des perturbateurs endocriniens ne doivent pas retarder l'application des mesures durant des années. Le but est que nos agriculteurs, les citoyens et l'environnement ne soient plus exposés à ces produits nocifs.

L'incident est clos.

La discussion des questions est close à 10 h 10.

De vergadering wordt geopend om 09.59 uur en voorgezeten door mevrouw Muriel Gerkens.

01 Samengevoegde vragen van

- de heer Flor Van Noppen aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "het norovirus" (nr. 3395)

- de heer Flor Van Noppen aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "het norovirus" (nr. 3396)

01.01 Flor Van Noppen (N-VA): Volgens een onderzoek van de Universiteit Gent in opdracht van Test-Aankoop zijn heel wat groenten en fruit in de supermarkt – 4 van de 36 onderzochte stalen – besmet met het besmettelijke norovirus. Het virus leidt bij gezonde mensen tot buikgriep, mensen met een zwak immuunsysteem lopen een groter risico.

Voorverpakte maaltijden, verse groenten, fruit en schaal- en weekdieren kunnen drager zijn van het norovirus. Het FAVV controleert wel week- en schelpdieren, maar geen groenten of fruit. De uitleg is dat mensen groenten koken alvorens ze op te eten. Lijkt het de minister niet raadzaam om ook groenten en fruit op de aanwezigheid van het virus te controleren?

01.02 Minister Sabine Laruelle (Nederlands): Het norovirus is een van de belangrijkste agentia die een virale gastro-enteritis veroorzaken waarbij de voeding de bron van de infectie is. Sinds enkele jaren is het ook de belangrijkste oorzaak van voedseltoxi-infecties (VTI's) in België. De besmetting gebeurt vaak tijdens de manipulatie van de producten, dus een goede hygiëne voorkomt al veel. Het FAVV hecht daar veel belang aan bij zijn inspecties.

Gerichte analyses van het norovirus zijn minder zinvol: de besmetting kan gedurende het hele proces van reductie en bereiding plaatsvinden, ook bij de consumenten. Levende tweekleppigen vormen een uitzondering: zij kunnen door hun levensomstandigheden het norovirus concentreren.

Er bestaan nog geen nationale of Europese normen voor het virus. Als uit wetenschappelijk onderzoek of gegevens van de European Food Safety Authority (EFSA) blijkt dat het aangewezen is ook fruit en groenten te controleren, zal dat zeker gebeuren in de toekomst. De EFSA verzamelt momenteel de nodige gegevens om normen te kunnen vastleggen.

01.03 Flor Van Noppen (N-VA): Ik stelde deze vraag ook omdat steeds meer mensen hun groenten rauw eten.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "het gevaar van bepaalde pesticiden die in de lijst van de door België erkende producten zijn opgenomen" (nr. 3459)

02.01 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Een Engelse studie die in het maandblad *Environmental Health Perspectives* werd gepubliceerd, heeft aangetoond dat er een nauw verband bestaat tussen de blootstelling aan bestrijdingsmiddelen en toenemende fertiliteitsproblemen bij mannen. Anti-androgene polluenten zouden daarbij een belangrijke rol spelen.

Ook sommige bestrijdingsmiddelen die op de lijst van in België erkende producten staan, zijn mogelijk anti-androgeen: dimetomorf, fludioxonil, imazalil en fenhexamide.

Bent u op de hoogte van die studie en van die aanbevelingen? Vallen die stoffen niet onder de Europese verordening van 2009 die reproductietoxische substanties verbiedt?

Volgens welke methode, op grond van welke criteria, hoe vaak en door wie wordt de lijst van in België erkende producten geüpdatet?

Voorzitter: Marie-Claire Lambert.

02.02 Minister **Sabine Laruelle** (*Frans*): Ik dank u dat u mijn aandacht vestigt op deze studie, die door onze experts bij de administratie zal worden geanalyseerd.

Wat de stoffen betreft, zullen de ons bekende evaluaties worden vergeleken met de methodologie waarvan sprake. De conclusies van onze experts zullen voor advies aan het erkenningscomité worden voorgelegd.

Bestrijdingsmiddelen vallen onder de verordening 1107/2009/EG, die op 14 juni 2011 in werking zal treden en richtlijn 91/414/EEG zal vervangen.

Krachtens zowel de richtlijn als de nieuwe verordening moet de toxicologie van de stoffen volgens strikte regels worden geëvalueerd door middel van naar de OESO-normen uitgevoerde studies. Verscheidene Europese instanties stellen momenteel criteria op voor stoffen met hormoonontregelende eigenschappen die onder de nieuwe verordening vallen en in de EU verboden zullen zijn.

Er werd een Europese procedure vastgesteld om de kwaliteit en de veiligheid van gewasbeschermingsmiddelen te garanderen. In eerste instantie wordt de werkzame stof aan de hand van strenge Europese criteria geëvalueerd. Indien de evaluatie gunstig is, wordt de stof dan opgenomen in bijlage I van richtlijn 91, tot juni, en nadien in bijlage I van verordening 1107. Producten die één of meer in die bijlage opgenomen stoffen bevatten, kunnen in de EU-lidstaten toegelaten worden. Daarvoor geldt er een nationale procedure; er moet in elk land een aparte aanvraag worden ingediend. De beoordeling van de aanvraag moet gebeuren aan de hand van in de bovengenoemde richtlijn vastgelegde, uniforme principes.

In België wordt de evaluatie uitgevoerd door het Erkeningscomité. Wanneer een nieuw product toegelaten wordt ingevolge een beslissing van dat comité, wordt de website www.phytoweb.be geüpdatet. De updates worden elke nacht automatisch uitgevoerd. De lijst met toegelaten producten van 25 januari 2011 waarnaar u verwijst, is bedoeld voor gebruik in de ICT-systemen ten behoeve van de landbouwers. Die lijst moet door de administratie handmatig worden aangepast, en dat wordt om de twee maanden gedaan.

02.03 **Thérèse Snoy et d'Oppuers** (*Ecolo-Groen!*): Ik zal uw gegevens kunnen gebruiken als referentiemateriaal voor de procedure en om een onderscheid te maken tussen stoffen en producten.

Hoe lang duurt het om bepaalde hormoonontregelaars uit de verkoop te nemen of te verbieden? De uitvoering van de maatregelen mag geen jarenlange vertraging oplopen, omdat er nog studies moeten worden uitgevoerd om vast te stellen welke stoffen hormoonontregelende eigenschappen hebben. Het is de bedoeling dat onze landbouwers, onze medeburgers en het milieu niet langer blootgesteld worden aan deze schadelijke producten.

Het incident is gesloten.

De behandeling van de vragen wordt gesloten om 10.10 uur.